

DÉCLARATION...

La révision constitutionnelle imposée au pas de charge par le gouvernement pour régionaliser, décentraliser, la République et l'élaboration de la *Constitution Européenne*, sont des étapes décisives, dans le processus conduisant au renforcement d'une autorité supra-nationale, gouvernant l'*Europe des Régions*, faisant voler en éclats le cadre national dans lequel s'inscrivent toutes nos libertés démocratiques, conquises de haute lutte à partir de la *Grande Révolution* de 1789.

- «*Le droit à l'expérimentation*», reconnu aux Régions, officialisant l'inégalité des droits;

- le président de la *Commission européenne*, préconisant la possibilité de «*contrats régionaux et transnationaux*» pour l'application des décisions communautaires;

- la constitution européenne intégrant tous les traités et chartes déjà existants, incluant ainsi le «*droit des personnes*», au lieu et place «*des droits de l'Homme et du Citoyen*», le «*principe de subsidiarité*», (prévu également dans la constitution française) fondements de la doctrine de l'Église catholique, antithèses de la démocratie par délégation;

- les organisations syndicales ouvrières, sommées de s'impliquer dans l'application des politiques de remise en cause sans précédent des acquis, notamment en matière de droit à la libre négociation, de protection sociale collective et transformées en corps intermédiaires subsidiaires, ce qui est la caractéristique de toutes les *Chartes du Travail* corporatistes de sinistre mémoire, la laïcité institutionnelle violée par les gouvernements successifs, les religions à l'école, les communautarismes confessionnels reconnus comme entités composantes de la Nation, se substituant au citoyen:

autant de faits démontrant que nous sommes confrontés à une véritable *Contre-Révolution*, bénéficiant du concours actif des responsables politiques de gauche comme de droite, mettant en place des structures totalitaires chargées d'imposer aux citoyens, aux classes ouvrières des Nations de l'Europe, les diktats de la Banque Centrale Européenne, du *Fonds Monétaire International*.

Un *Nouvel Ordre* s'installe, balayant notre liberté individuelle, supprimant le droit à s'associer, à s'organiser dans l'indépendance, en dehors des cadres préétablis, fixés par les gouvernements.

Face à cette situation, les anarchistes regroupés au sein de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, confirment à nouveau leur volonté de poursuivre le combat commun, tant sur le plan national que dans le cadre de l'*Entente Internationale des Travailleurs*, avec tous les courants du mouvement ouvrier et démocratique, qui se prononcent pour:

- l'indépendance totale des organisations syndicales par rapport aux partis politiques et à l'État, aux institutions supranationales,

- la laïcité institutionnelle de l'État et de l'École, garantie de l'exercice de la liberté de conscience, l'égalité des droits des citoyens sur tout le territoire de la République,

- le maintien de tous les droits acquis conventionnellement ou légalement par la classe ouvrière,

- la dénonciation des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de la *Charte des droits fondamentaux*.

Ce qui exige l'organisation de l'action unie, en dehors de toute préoccupation partisane,

Contre la Régionalisation, Décentralisation, Subsidiarité, Pour le maintien de la République, Une, Indivisible.

Attachés à la démocratie ouvrière comme méthode de fonctionnement, au libre débat pour définir les objectifs communs et les moyens de les atteindre, dans le respect réciproque des expressions de chaque courant, les militants de l'U.A.S. considèrent qu'à l'étape actuelle, le rassemblement s'impose pour conforter la résistance et la contre-offensive rendues indispensables par le recul historique de civilisation que l'on veut imposer aux peuples.

L'Union des anarcho-syndicalistes
(décembre 2002).
